

Des membres de l'AFPC de partout au pays sont toujours déterminés à lutter contre le projet de Postes Canada visant à privatiser ses centres d'appels et le Centre national de philatélie en Nouvelle-Écosse.

Le 31 mars, les membres de l'AFPC commencent à distribuer des dépliants devant les installations de Postes Canada au pays et informent leurs collègues et le grand public du projet de privatisation des centres d'appels et du Centre national de philatélie.



- Les membres de l'AFPC expriment leurs opinions dans les médias et écrivent des lettres aux rédacteurs en chef, lesquelles sont publiées dans plusieurs quotidiens.
- Plusieurs politiciens, notamment Chris Charlton, Meaghan Leslie, Peter Mackay, Roger Cuzner et Bonnie Crombie, prennent conscience des conséquences négatives du projet de privatisation sur l'économie et donnent leur appui à la campagne de l'AFPC.
- Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse se rend à Antigonish. Il appuie publiquement le Centre national de philatélie et s'engage à faire pression sur le gouvernement fédéral.
- Différentes villes et municipalités au pays adoptent des résolutions contre la privatisation de Postes Canada.
- Des cartes postales sont distribuées aux citoyens des communautés touchées par la privatisation afin de leur expliquer la situation.
- Le congrès du NPD en Nouvelle-Écosse adopte à l'unanimité une résolution visant à appuyer le Centre national de philatélie.
- Des membres de l'AFPC font un exposé aux politiciens locaux d'Antigonish et le Conseil municipal adopte à l'unanimité trois résolutions visant à appuyer le Centre national de philatélie.
- Les membres de l'AFPC dans la région de la capitale nationale organisent un kiosque durant le Festival Fierté à Ottawa. Environ 700 personnes signent une pétition afin de dénoncer la privatisation à Postes Canada. Des membres participent également au Festival de Montgolfières de Gatineau et recueillent d'autres signatures.

La lutte se poursuit.

Les membres continuent de recueillir des signatures dans le cadre d'activités publiques et distribuent des cartes postales aux citoyens des collectivités touchées.

Votre syndicat a également préparé une étude solide afin de maintenir les centres d'appels au sein de Postes Canada. Il entend faire valoir que l'employeur doit, en vertu de la convention collective, examiner des solutions de rechange.